

L'Égypte commémore la révolte anti-Moubarak

Des dizaines de milliers d'Égyptiens sont revenus hier mercredi place Tahrir, au Caire, pour le premier anniversaire du début de la révolte historique contre le président Moubarak, entre ambiance de fête et appels au départ des généraux au pouvoir.

Islamistes, libéraux, partisans de gauche et citoyens ordinaires se pressaient pour cette «journée de la révolution» sur la place emblématique du mouvement qui mit fin en 18 jours à trente ans de règne de M. Moubarak.

Des manifestations étaient également prévues dans d'autres villes, notamment Alexandrie (nord), ou encore Suez et Ismailiya, en bordure du canal.

Au Caire, les manifestants brandissaient des banderoles festives ou militantes, reflétant leurs désaccords sur ce que cette journée devait symboliser.

Les Frères musulmans, qui dominent l'Assemblée récemment élue, étaient présents pour célébrer une révolte qui leur a permis de sortir de la semi-clandestinité et obtenir un triomphe dans les urnes. Mais les mouvements pro-démocratie, moteurs de la révolte, ont affirmé venir pour poursuivre leur révolution inachevée et demander le départ du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Égypte depuis le départ de M. Moubarak.

«Nous irons à Tahrir pour faire avancer les objectifs de la révolution quoi qu'il adienne», affirmait Hala Rashad, 46 ans, cuisinière dans un restaurant.



Photos : D.R.

«Célébration du premier anniversaire», pouvait-on lire sur une énorme banderole sur la place, où des «comités populaires» fouillaient les gens se rendant au rassemblement. «Chute du pouvoir militaire», disait une autre. «Qui saisira l'âme de la révolution ?» titrait l'hebdomadaire francophone *al-Ahram Hebdo*.

Symbole des dissonances de cette journée, une fanfare militaire jouait des hymnes patriotiques, tandis qu'un peu plus loin, des manifestants scandaient «à bas le pouvoir militaire!».

L'opposant Mohamed El Baradei, une des figures de proue de la contestation début 2011, qui s'est retiré récemment de la course à la présidence en estimant que les conditions démocratiques n'étaient pas réunies, devait se rendre place Tahrir dans la journée. Le pouvoir militaire a, de son côté, annoncé amnisties, parades militaires et

feux d'artifice pour célébrer cet anniversaire et redorer une image écornée après une année à la tête du pays. L'Égypte a connu ces derniers mois des élections législatives saluées comme les plus démocratiques depuis la chute de la monarchie en 1952, mais aussi des flambées de violence et une grave crise économique.

Mardi, le CSFA a annoncé la fin partielle de la loi très décriée sur l'état d'urgence, en vigueur depuis 30 ans. Mais cette législation restrictive pour les libertés publiques et les droits des détenus est maintenue pour lutter contre la «violence» commise par des «voyous», une définition vague qui fait redouter qu'elle ne continue d'être appliquée pour toutes sortes de motifs. L'organisation Human Rights Watch a estimé que cette levée partielle, entrée en vigueur hier mercredi, était une «invitation à

la poursuite des mauvais traitements». Les forces de sécurité ont indiqué qu'elles se tenaient en état d'alerte en cas de «tentative de sabotage» des célébrations.

Le ministère de l'Intérieur a toutefois affirmé qu'il n'y aurait aucune présence policière sur le lieu du rassemblement, et que les forces de l'ordre se concentreraient sur la protection des bâtiments publics.

Dans la foulée du soulèvement tunisien, le 25 janvier 2011 avait vu le début de manifestations d'une ampleur inédite sur la place Tahrir et à travers l'Égypte contre Hosni Moubarak, contraint à la démission le 11 février.

M. Moubarak, actuellement en détention dans un hôpital militaire, est jugé pour la mort de manifestants durant la révolte, qui a fait officiellement près de 850 morts. Il risque la peine capitale s'il est reconnu coupable.

LIBYE

Le ministre de la Défense à Bani Walid après les violences

Le ministre libyen de la Défense, Oussama Jouili, s'est rendu hier mercredi, à Bani Walid, un ancien bastion de Mouammar Kadhafi où des violences attribuées à des partisans du régime déchu ont fait cinq morts lundi.

«Oussama Jouili est là, il fait une tournée dans la ville», a indiqué à l'AFP un responsable local sous le couvert de l'anonymat.

«Le ministre de la Défense est à l'intérieur, il négocie et nous allons trouver une solution au problème. Sinon nous sommes prêts à nous battre», a affirmé à l'AFP Abdallah al-Mahdi, un membre de la puissante brigade de Zenten, qui avait combattu le régime.

Il pilotait un hélicoptère venu chercher des blessés, qui a atterri sur la route à une soixantaine de kilomètres de Bani Walid.

Les violences de lundi ont été attribuées par des responsables locaux à des fidèles de l'ancien régime, ce que le ministre de l'Intérieur Faouzi Abdelali a d'abord démenti avant de reconnaître que les autorités n'étaient pas sûres de ce qui s'était passé.



Le ministre libyen de la Défense Oussama Jouili.

«Je pense que la ville est contrôlée par les partisans de Kadhafi», a affirmé Abdallah al-Mahdi. «La situation est calme aujourd'hui mais on dirait que c'est le calme avant la tempête», a dit, de son côté, à l'AFP, Abdelhamid Rahim, un habitant de Bani Walid qui se rendait à Tripoli pour le travail.

«Beaucoup de partisans de Kadhafi ont mis en place des barrages dans la ville, ils dirigent la circulation», a-t-il ajouté.

Un journaliste de l'AFP qui se trouvait à un barrage tenu par des anciens rebelles à une soixantaine de kilomètres de Bani Walid a vu une dizaine de véhicules équipés de canons anti-aériens et remplis d'ex-rebelles se diriger vers Bani Walid. Interrogés sur la raison de leur mission, ils ont refusé de répondre.

Les journalistes ont été bloqués deux heures à ce barrage, les ex-rebelles affirmant que la «situation était dangereuse» pour eux à Bani Walid.

Bani Walid a longtemps résisté avant de tomber aux mains de la rébellion, quelques jours seulement avant la mort de Mouammar Kadhafi et la «libération» de la Libye en octobre 2011.

ALLEMAGNE

Début du procès de deux hommes pour appartenance à Al-Qaïda

Un Allemand et un Autrichien sont jugés depuis hier mercredi à Berlin pour appartenance à l'organisation Al-Qaïda, a-t-on appris auprès du tribunal.

Yusuf Ocak, un Allemand d'origine turque de 26 ans, et Maqsood Lodin, Autrichien de 22 ans, «ont fait savoir par leurs avocats qu'ils ne s'exprimeraient pas sur les faits qui leurs sont reprochés», a précisé à l'AFP un porte-parole du tribunal. Ils risquent jusqu'à 10 ans de prison.

Ocak est notamment soupçonné d'être le combattant taliban qui menaçait l'Allemagne d'attentats dans une vidéo sur des sites islamistes le 25 septembre 2009.

Cette vidéo avait provoqué l'inquiétude des services de sécurité allemands, particulièrement parce qu'elle avait été diffusée quelques semaines avant les élections législatives.

Se faisant appeler «Ayoub l'Allemand», il y affirmait qu'en raison de son engagement militaire en Afghanistan, «attaquer l'Allemagne devient pour nous, moudjahidine, une idée séduisante». Suivait un diaporama dans lequel on pouvait voir la Porte de Brandebourg, des gratte-ciel de Francfort et la fête de la bière à Munich, entre autres.

L'Allemagne a le troisième plus important contingent de soldats au sein de la force Isaf en Afghanistan, avec actuellement plus de 5 100 soldats.

Les enquêteurs ont acquis la conviction que Yusuf Ocak est Ayoub l'Allemand grâce à des analyses vocales, a indiqué le porte-parole.

Yusuf Ocak est accusé d'avoir quitté l'Allemagne en mai 2009 pour recevoir un entraînement paramilitaire dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Il aurait ensuite été l'un des membres fondateurs d'une organisation terroriste, les Moudjahidine talibans allemands, en septembre 2009, avant de rejoindre Al-Qaïda en mai 2010.

C'est là qu'il a rencontré l'autre accusé, Maqsood Lodin, membre présumé d'Al-Qaïda depuis juin 2010.

En janvier 2011, les deux hommes sont rentrés en Europe, via l'Iran et la Turquie, essayant, selon l'accusation, de recruter des combattants et de lever des fonds pour l'organisation islamiste à Vienne et Berlin.

Une cinquantaine de journées d'audience sont d'ores et déjà programmées, le procès devant durer au moins jusqu'à fin juin.